

## Les Projets HEDG conduits en 2014 – 2015

### ➤ Projet *Corporate Accountability for Human Rights Abuses*

Projet supervisé par Manon Aubry, maître de conférences à Sciences Po et Human Rights Consultant au Carter Center, Geneviève Paul et Marion Cadier, Responsable et Chargée de Programme, Bureau Mondialisation et Droits Humains, FIDH.

En étroite collaboration avec le bureau mondialisation et droits humains de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, une équipe d'étudiants est en charge de la mise à jour Corporate Accountability for Human Rights Abuses de la FIDH, document recensant les voies de recours et de réparation pour les victimes d'abus en termes de droits humains commis par des entreprises. Les étudiants mettront à jour et compléteront ce document devenu central pour un grand nombre d'acteurs du secteur associatif, grâce à leurs recherches sur les différents outils juridiques, juridictionnels et extra-juridictionnels existant, et en l'enrichissant de cas pratiques permettant d'illustrer ces mécanismes.

### ➤ Projet *Transparence et bonne gouvernance des contrats en matière d'extraction de ressources naturelles en République Démocratique du Congo*

Projet supervisé par Manon Aubry, maître de conférences à Sciences Po et Human Rights Consultant au Carter Center.

Mené depuis l'automne 2012 en partenariat avec le bureau de Lubumbashi (République Démocratique du Congo) du Carter Center et l'International Human Rights Clinic de la Columbia Law School, ce projet a déjà permis de renforcer les capacités des ONG locales en matière de plaidoyer dans le secteur de l'extraction minière. Cette année, les étudiants fournissent une assistance technique 1/ à un réseau d'ONG locales spécialisées dans la réalisation d'une étude d'impact sur les droits humains portant sur un projet minier dans la Province Orientale, 2/ au Carter Center dans le développement de modules et d'outils pédagogiques permettant de renforcer les capacités de ses partenaires locaux en matière d'études d'impact sur les droits humains. Ils seront également impliqués dans l'organisation d'un évènement ayant pour objectif le développement d'une multi-stakeholder initiative autour des études d'impact sur les droits humains.

- [Site du Carter Center \(en anglais\)](#)
- [Site de l'International Human Rights Clinic de la Columbia Law School \(en anglais\)](#)

### ➤ Projet *France terre d'asile*

Projet supervisé par Charles Gosme, doctorant à l'Ecole de Droit de Sciences Po.

Dans le cadre de ce projet initié au printemps 2013 et mené en partenariat avec l'ONG France Terre d'Asile, les étudiants effectuent des permanences juridiques pour les demandeurs d'asile au sein de son service d'assistance sociale et administrative. Les étudiants participent également à un projet de recherche juridique empirique mené par France Terre d'Asile sur les victimes de trafic d'êtres humains ou des demandeurs d'asile.

- [Site de France Terre d'Asile](#)
- [Lire l'étude réalisée par la Clinique](#)

➤ **Projet Privatisation et droit à l'éducation**

Projet supervisé par Manon Aubry, maître de conférences à Sciences Po, Sylvain Aubry, Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights et Delphine Dorsi, Action Aid.

Ce projet vise à soutenir un ensemble de campagnes et à développer le plaidoyer sur la question de privatisation actuelle des systèmes éducatifs et de ses conséquences en termes de droit à l'éducation auprès des mécanismes internationaux de protection des droits humains. Les étudiants focaliseront leurs recherches et leur analyse sur deux pays, le Népal et le Chili, et présenteront les résultats de leurs travaux dans des rapports soumis au Comité sur les Droits de l'Enfant et au Comité sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels à Genève.

- [Lire le rapport final \(PDF, 1.17 Mo\)](#)
- [Lire le communiqué de presse \(PDF, 182 Ko\)](#)

➤ **Projet Public Interest/ Private Dispute**

Projet supervisé par Robert Houston, diplômé de l'Ecole de Droit, promotion 2014 et U.S. Fulbright Scholar:

Ce projet a pour but l'organisation à Sciences Po d'une conférence sur la transparence et la prise en compte de l'intérêt public et des droits humains en matière d'arbitrage. Cette conférence permettra d'ouvrir un débat sur ce thème d'actualité, en réunissant des représentants de cabinets d'avocats, d'organisations internationales, et de la société civile. Les étudiants présenteront, lors de cette conférence, une simulation d'arbitrage développant et problématisant cette question aux participants.

- [Lire le compte-rendu du symposium organisé avec White & Case \(PDF, 135 Ko\)](#)
- [Voir la vidéo de la conférence](#)

➤ **Projet Reporting extra-financier**

Projet supervisé par Aurélien Bouayad, doctorant à l'Ecole de Droit de Sciences Po et Sabine Gagnier, Coordinatrice projets 'Acteurs économiques et droits humains', Amnesty International France.

Ce projet, en partenariat avec Amnesty International France, fait suite à l'adoption le 15 avril 2014 par le Parlement européen d'une directive européenne ouvrant la voie à l'adoption de mesures instaurant l'obligation pour certaines grandes sociétés de publier des informations sur leurs impacts extra-financiers. Mené par des étudiants de HEDG et de RISE, il a pour objectif de (1) comprendre et transmettre les enjeux autour de la question du reporting extra-financier, (2) mener une concertation avec les acteurs impliqués (entreprises, cabinets d'audit, ONGs) sur la meilleure manière de transposer la future directive en France et enfin (3) établir des recommandations précises quant à la transposition de la directive, en particulier sur la question des droits humains. Il se traduira par un état des lieux sur les dispositifs existants et les pratiques en matière de reporting (décembre 2014), le développement d'outil(s) pédagogique(s) visant à faciliter l'appropriation des textes par les entreprises (mai 2015), et l'articulation de recommandations sur la transposition de la directive (mai 2015).

[Lire le rapport final \(PDF 461Ko\)](#)